Indépendance : 26 mars 1971

Population : 176 millions (2025)



FICHE PAYS N°21 : BANGLADESH

PIB : 506,36 milliards USD (2026, estimation)

Superficie : 148 460 km²

Auteur : La Ligne Fine

Date de publication : 24 novembre 2026

1. Données clés

Nom officiel : République populaire du Bangladesh (Gana Prajatantri Bangladesh).
Capitale : Dacca (Dhaka), principal centre politique, administratif, économique et démographique du pays.
Fête nationale : 26 mars, commémorant la déclaration d'indépendance de 1971. Le 16 décembre marque également le Jour de la victoire, correspondant à la fin de la guerre de libération.
PIB : ≈ 506,4 milliards USD (2026, estimation FMI)
Superficie : environ 148 460 km².
Population : environ 176 millions d'habitants en 2025, selon les estimations démographiques internationales. Ce chiffre est arrondi et peut varier selon les séries statistiques retenues[1][2].
Langue officielle : bengali (bangla). L'anglais demeure largement employé dans les échanges commerciaux, les études supérieures et certaines activités administratives.
Monnaie : taka bangladais (BDT).
Régime politique : république parlementaire unitaire, fondée sur la Constitution de 1972.
Chef de l'État : Mohammed Shahabuddin, président de la République depuis avril 2023.
Chef du gouvernement : Tarique Rahman, Premier ministre depuis le 17 février 2026, à la suite des élections législatives du 12 février 2026[3].
Parlement : Jatiya Sangsad, Assemblée nationale monocamérale comprenant 350 sièges, dont 300 pourvus par élection directe et 50 réservés aux femmes selon un mécanisme de représentation indirecte.
Organisation territoriale : État unitaire administrativement organisé en huit divisions, subdivisées en districts (zilas) et sous-districts (upazilas).
Principaux secteurs économiques : industrie textile et habillement, services, agriculture, commerce, transport, construction et activités liées aux transferts des travailleurs expatriés.
Principaux partenaires économiques : Union européenne, États-Unis, Chine, Inde, ainsi que plusieurs économies asiatiques et du Golfe.
Principaux enjeux stratégiques : consolidation de la transition politique, diversification industrielle, stabilité macroéconomique, sécurité énergétique, relations avec l'Inde et la Chine, accueil des réfugiés rohingyas et adaptation au changement climatique.

2. Synthèse exécutive

Le Bangladesh occupe une place singulière dans les équilibres économiques et géopolitiques de l'Asie du Sud. Situé entre l'Inde, le Myanmar et le golfe du Bengale, il associe une population très importante, une industrie manufacturière fortement intégrée au commerce international et une exposition élevée aux risques environnementaux. Cette combinaison en fait simultanément une économie émergente stratégique et un territoire soumis à de fortes contraintes structurelles.

Depuis son indépendance en 1971, le pays a connu une transformation économique et sociale considérable. Malgré des périodes d'instabilité politique et de vulnérabilité alimentaire, il a développé des capacités industrielles exportatrices et amélioré plusieurs indicateurs sociaux. La Banque mondiale souligne notamment que les progrès réalisés entre 2010 et 2022 ont permis à quelque 34 millions de personnes de sortir de la pauvreté, tout en relevant un ralentissement de cette dynamique à partir de 2016[4].

Cette transformation repose cependant sur un modèle économique relativement concentré. L'industrie du prêt-à-porter constitue l'un des principaux moteurs des exportations et de

[1] Nations unies, 2025, https://population.un.org/wpp/
[2] Banque mondiale, 2026, https://data.worldbank.org/country/bangladesh
[3] Union interparlementaire, 2026, https://data.ipu.org/parliament/BD/BD-LC01/election/BD-LC01-E20260212/
[4] Banque mondiale, 2025, https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2025/11/25/job-creation-key-to-equality-and-faster-poverty-reduction-in-bangladesh-says-world-bank

l'emploi manufacturier. Le développement des services, la progression de l'électrification et les transferts de revenus des expatriés ont également contribué à la croissance. Mais la faiblesse des recettes fiscales, la vulnérabilité du secteur bancaire, l'insuffisance des investissements productifs et la dépendance à certains marchés étrangers limitent les perspectives de montée en gamme industrielle.

Le contexte politique constitue une seconde dimension essentielle de cette trajectoire. Après quinze années de domination politique de la Ligue Awami dirigée par Sheikh Hasina, les manifestations de 2024 ont entraîné la chute du gouvernement et ouvert une période de transition sous l'autorité de Muhammad Yunus. Les élections législatives du 12 février 2026 ont ensuite permis l'installation d'un gouvernement dirigé par Tarique Rahman, président du Bangladesh Nationalist Party (BNP), dont le parti a remporté une large majorité parlementaire[5].

Cette nouvelle séquence politique constitue une opportunité de reconstruction institutionnelle, mais elle ne résout pas mécaniquement les difficultés accumulées. La restauration de l'indépendance judiciaire, la prévention des violences politiques, la transparence administrative et le respect du pluralisme restent indispensables à la consolidation démocratique.

Sur le plan international, le Bangladesh doit préserver un équilibre délicat entre ses relations avec l'Inde, son intégration économique avec la Chine et ses partenariats commerciaux avec l'Europe et les États-Unis. Sa situation dans le golfe du Bengale renforce également son importance pour la connectivité régionale, les infrastructures portuaires et la sécurité maritime.

Enfin, le pays demeure directement confronté à deux vulnérabilités majeures : l'accueil d'une population très importante de réfugiés rohingyas ayant fui le Myanmar et les effets du changement climatique sur un territoire densément peuplé, largement structuré autour de grands systèmes fluviaux. Ces défis soulignent les limites d'un développement qui ne serait envisagé qu'à travers la croissance du produit intérieur brut.

L'enjeu stratégique central du Bangladesh est désormais de convertir ses acquis démographiques, industriels et sociaux en un développement plus diversifié, institutionnellement consolidé et résilient face aux chocs extérieurs.

[5] Union interparlementaire, 2026, https://data.ipu.org/parliament/BD/BD-LC01/election/BD-LC01-E20260212/

3. Repères historiques stratégiques

Le Bengale : un territoire au cœur des échanges régionaux

L'histoire du Bangladesh s'inscrit dans celle du Bengale, région historiquement située au carrefour de plusieurs ensembles politiques et commerciaux d'Asie du Sud. Les terres fertiles du delta du Gange et du Brahmapoutre, les voies fluviales et l'ouverture sur le golfe du Bengale ont favorisé le développement d'activités agricoles, artisanales et commerciales.

Le Bengale a successivement été intégré à différents ensembles politiques, notamment aux sultanats régionaux puis à l'Empire moghol. La région occupait une place importante dans les échanges textiles et agricoles à l'époque précoloniale.

La bataille de Plassey, en 1757, marque une étape fondamentale dans l'expansion de la Compagnie britannique des Indes orientales. La domination britannique transforme progressivement les structures politiques, économiques et administratives de la région, dont l'économie est intégrée aux circuits commerciaux impériaux.

La partition de 1947 et la naissance du Pakistan oriental

En 1947, la partition des Indes britanniques entraîne la création de l'Inde et du Pakistan. Le Bengale est divisé : sa partie occidentale demeure intégrée à l'Inde, tandis que sa partie orientale devient le Pakistan oriental.

Cette configuration est géographiquement et politiquement particulière. Les deux territoires pakistanais sont séparés par une vaste portion du territoire indien et présentent des différences linguistiques, culturelles et économiques importantes.

Les tensions se cristallisent rapidement autour de la reconnaissance de la langue bengalie. En 1952, le mouvement linguistique devient un moment fondateur de l'affirmation nationale bangladaise. Les mobilisations pour la reconnaissance du bengali contribuent à structurer une identité politique distincte de celle promue par les autorités du Pakistan occidental.

Les déséquilibres économiques, les controverses autour de la représentation politique et les tensions entre les élites des deux territoires alimentent progressivement les revendications autonomistes.

La guerre d'indépendance de 1971

L'année 1971 constitue le principal tournant de l'histoire contemporaine du Bangladesh. Après les élections pakistanaises de 1970, remportées par la Ligue Awami de Sheikh Mujibur Rahman, les autorités centrales refusent de transférer le pouvoir selon les résultats électoraux. La crise politique dégénère en répression militaire et en guerre de libération.

Le conflit provoque des violences massives, des déplacements de population et une intervention militaire indienne. Les estimations du nombre de victimes restent débattues et varient considérablement selon les sources historiques.

La guerre s'achève le 16 décembre 1971 avec la capitulation des forces pakistanaises à Dacca.

Le Bangladesh accède alors à l'indépendance en tant qu'État souverain, avec Sheikh Mujibur Rahman comme figure centrale du nouveau régime. Cette indépendance constitue

l'aboutissement d'une mobilisation nationale reposant largement sur la défense de la langue, de l'identité bengalie et du droit à l'autodétermination.

Instabilité institutionnelle et retour au parlementarisme

Les premières années de l'indépendance sont marquées par la reconstruction du pays, des difficultés économiques et des tensions politiques. En août 1975, Sheikh Mujibur Rahman est assassiné lors d'un coup d'État.

S'ouvre alors une période d'instabilité, de régimes militaires et de recompositions du pouvoir. Ziaur Rahman, puis Hussain Muhammad Ershad, occupent successivement une place importante dans la vie politique nationale.

En 1991, le retour au régime parlementaire marque une nouvelle étape. La compétition politique s'organise essentiellement autour de deux grandes forces : la Ligue Awami et le Bangladesh Nationalist Party.

Sheikh Hasina et Khaleda Zia deviennent les principales figures de cette rivalité. Leur confrontation structure durablement la vie politique, mais contribue également à une polarisation institutionnelle importante.

La concentration du pouvoir entre 2009 et 2024

À partir de 2009, Sheikh Hasina exerce le pouvoir pendant une longue période. Son gouvernement accompagne l'expansion économique, la modernisation de certaines infrastructures et l'internationalisation de l'industrie textile.

Parallèlement, les critiques concernant les restrictions imposées à l'opposition, les conditions électorales, les disparitions forcées et l'indépendance des institutions se multiplient.

En juillet 2024, les manifestations initialement déclenchées contre le système de quotas dans les emplois publics se transforment progressivement en contestation générale du gouvernement. La répression et les violences aggravent la crise politique.

Sheikh Hasina quitte le pouvoir en août 2024. Un gouvernement intérimaire est installé sous la direction de Muhammad Yunus, avec pour mission de stabiliser le pays et de préparer une nouvelle séquence institutionnelle[6].

Les élections de 2026 : une nouvelle étape institutionnelle

Le 12 février 2026, le Bangladesh organise de nouvelles élections législatives. Le BNP remporte une large majorité, avec 210 des 300 sièges directement élus, selon les résultats publiés par l'Union interparlementaire.

Le 17 février 2026, Tarique Rahman devient Premier ministre. Cette évolution représente le retour à un gouvernement issu d'élections nationales après la transition ouverte en 2024. La nouvelle majorité dispose de moyens politiques importants pour conduire des réformes, mais son action doit être appréciée à l'aune de la protection du pluralisme, du fonctionnement des contre-pouvoirs et des résultats effectivement obtenus en matière économique et sociale[7].

---

[6] Gouvernement britannique, 2026, https://www.gov.uk/government/publications/bangladesh-country-policy-and-information-notes/country-policy-and-information-note-political-situation-bangladesh-october-2026-accessible

[7] Union interparlementaire, 2026, https://data.ipu.org/parliament/BD/BD-LC01/election/BD-LC01-E20260212/

4.Structure politique actuelle

Une république parlementaire marquée par la concentration historique du pouvoir

Le Bangladesh est une république parlementaire dont l'organisation institutionnelle repose sur la Constitution adoptée en 1972. Le président de la République exerce les fonctions de chef de l'État, tandis que le Premier ministre dirige le gouvernement et dispose de l'essentiel des prérogatives exécutives.

Le pouvoir législatif appartient au Jatiya Sangsad, assemblée monocamérale. Le système politique repose formellement sur la séparation des pouvoirs, le contrôle parlementaire et l'indépendance de l'autorité judiciaire. Dans les faits, l'histoire institutionnelle du Bangladesh a été marquée par de fortes concentrations du pouvoir autour de l'exécutif et par une confrontation durable entre les principales formations politiques.

Depuis les élections de février 2026, la majorité gouvernementale appartient au Bangladesh Nationalist Party, dirigé par Tarique Rahman. Le scrutin a constitué une rupture avec la période de domination de la Ligue Awami. Il a également conduit à une recomposition de l'opposition et du paysage parlementaire, dans lequel les formations islamistes et les mouvements issus de la contestation de 2024 occupent désormais une place différente[8].

Cette recomposition constitue un changement politique majeur. Elle pose toutefois une question fondamentale : le renouvellement des dirigeants peut-il se traduire par une transformation durable des pratiques institutionnelles ?

Les défis de la reconstruction institutionnelle

La consolidation du système politique suppose d'abord le renforcement de l'indépendance des institutions chargées d'organiser les élections, d'assurer la justice et de contrôler l'action administrative.

Les tensions qui ont précédé la chute du gouvernement de Sheikh Hasina ont montré les conséquences possibles d'une défiance durable envers les institutions. La prévention de nouvelles crises implique donc que les différents acteurs politiques disposent de voies légales crédibles pour exprimer leurs désaccords et participer à la vie publique.

La réforme des institutions judiciaires et policières constitue un autre chantier. Les accusations de violences politiques, d'arrestations arbitraires et d'atteintes aux libertés fondamentales ont durablement affecté la confiance des citoyens. La réponse à ces préoccupations suppose des mécanismes de responsabilité publique, mais également le respect des droits de la défense et des garanties procédurales.

Le gouvernement doit parallèlement conduire des réformes économiques et sociales dans un environnement où les attentes de la population sont importantes. Le chômage des jeunes, le coût de la vie, l'accès aux services publics et les disparités territoriales constituent des facteurs susceptibles d'alimenter de nouvelles contestations.

La protection des libertés publiques

[8] Gouvernement britannique, 2026, https://www.gov.uk/government/publications/bangladesh-country-policy-and-information-notes/country-policy-and-information-note-political-situation-bangladesh-october-2026-accessible

La situation des libertés publiques demeure un indicateur central de la trajectoire démocratique du Bangladesh.

Les restrictions historiquement imposées à l'opposition, les violences politiques et les difficultés rencontrées par certains journalistes, militants et défenseurs des droits humains constituent des sujets de vigilance.

La transition politique ouvre la possibilité d'un renforcement du pluralisme, mais celui-ci doit être apprécié dans la durée, à travers le fonctionnement des institutions, la liberté de la presse et la capacité des citoyens à participer à la vie politique sans intimidation.

Les analyses publiées en octobre 2026 par le gouvernement britannique soulignent l'évolution du paysage politique après les élections, tout en examinant la situation des groupes politiques et les conditions de participation à la vie publique[9].

La principale question institutionnelle n'est donc plus seulement celle du retour à un gouvernement élu, mais celle de la construction de mécanismes de responsabilité et de contrôle suffisamment solides pour limiter les risques de concentration excessive du pouvoir.

5.Structure économique

Une transformation économique fondée sur l'industrie manufacturière

L'économie du Bangladesh a connu une transformation profonde depuis les années 1990. Initialement dominée par l'agriculture et par des activités à faible productivité, elle s'est progressivement structurée autour de l'industrie manufacturière, des services et d'une intégration croissante aux chaînes commerciales internationales.

L'industrie textile et de l'habillement constitue le principal symbole de cette évolution. Le Bangladesh est devenu l'un des grands centres internationaux de fabrication de vêtements, approvisionnant notamment les marchés européens et nord-américains.

Cette insertion dans les chaînes de valeur repose sur la disponibilité d'une main-d'œuvre importante, le développement de capacités industrielles spécialisées et des coûts de production relativement compétitifs.

Selon les travaux du Fonds monétaire international publiés en janvier 2026, les vêtements confectionnés représentent environ 85 % des exportations du pays. Cette concentration constitue un facteur de vulnérabilité face aux évolutions de la demande internationale, aux variations des coûts de production et aux changements de politique commerciale des pays importateurs[10].

Le développement de l'industrie textile a également eu des conséquences sociales importantes. Il a contribué à l'emploi manufacturier, notamment féminin, et à l'urbanisation de plusieurs régions. Toutefois, les conditions de travail, la sécurité des bâtiments, les rémunérations et les relations sociales demeurent des enjeux structurants.

---

[9] Gouvernement britannique, 2026, https://www.gov.uk/government/publications/bangladesh-country-policy-and-information-notes/country-policy-and-information-note-political-situation-bangladesh-october-2026-accessible

[10] Fonds monétaire international, 2026, https://www.imf.org/en/publications/cr/issues/2026/01/30/bangladesh-2025-article-iv-consultation-press-release-staff-report-and-statement-by-the-573579

L'amélioration de la compétitivité ne peut donc pas être envisagée uniquement sous l'angle des coûts. Elle suppose également des investissements dans la productivité, la formation, la sécurité industrielle et le respect des normes sociales.

Une économie vulnérable à la concentration de ses exportations

La dépendance au textile expose le Bangladesh à plusieurs catégories de risques. Une diminution de la consommation sur les principaux marchés importateurs peut provoquer une contraction des commandes industrielles. Une hausse des coûts énergétiques peut réduire les marges des entreprises, tandis que des perturbations logistiques peuvent compromettre le respect des délais de livraison.

À ces risques s'ajoutent les transformations réglementaires des marchés occidentaux. Les exigences de traçabilité, de transparence des chaînes d'approvisionnement et de responsabilité sociale peuvent imposer des investissements supplémentaires aux entreprises exportatrices.

Le développement de secteurs comme la pharmacie, l'agroalimentaire, les technologies de l'information, les composants industriels ou certaines activités d'ingénierie constitue une voie de diversification. Toutefois, ces perspectives dépendent de la qualité des infrastructures, de l'accès au financement et des capacités de formation.

L'objectif n'est pas seulement de développer de nouvelles activités, mais d'augmenter la part de la valeur ajoutée produite localement.

Le ralentissement économique de 2025–2026

Après plusieurs décennies de croissance soutenue, le Bangladesh connaît une période de ralentissement.

Le Fonds monétaire international identifie notamment la faiblesse des recettes fiscales, les difficultés du secteur bancaire, la persistance de l'inflation et les retards de certaines réformes du régime de change comme des obstacles majeurs à la stabilité macroéconomique.

En janvier 2026, le FMI prévoyait une reprise de la croissance autour de 4,7 % pour les exercices 2025-2026 et 2026-2027. Toutefois, lors de sa mission de juillet 2026, ses services ont révisé leur appréciation, estimant que la croissance pourrait ralentir à 3,5 % pendant l'exercice 2026-2027 et descendre sous 3 % à moyen terme en l'absence de réformes décisives. Ces chiffres correspondent à des projections successives, non à des résultats définitifs[11][12].

La Banque mondiale a confirmé, dans sa mise à jour du 6 octobre 2026, que les faiblesses du secteur financier, les contraintes énergétiques et l'insuffisante mobilisation des recettes intérieures continuaient de freiner les investissements et l'activité économique[13].

Cette dégradation intervient dans un contexte où les besoins de financement sont importants, notamment pour les infrastructures, les services publics, la protection sociale et l'adaptation climatique.

---

[11] Fonds monétaire international, 2026a, https://www.imf.org/en/news/articles/2026/01/30/pr-26029-bangladesh-imf-executive-board-concludes-2025-article-iv-consultation

[12] Fonds monétaire international, 2026b, https://www.imf.org/en/news/articles/2026/07/16/pr26248-bangladesh-imf-staff-concludes-visit-to-bangladesh

[13] Banque mondiale, 2026, https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-reforms-to-restore-growth-cre

La fragilité du système bancaire et des finances publiques

La stabilité bancaire représente un enjeu déterminant pour les perspectives économiques du Bangladesh. Les difficultés de gouvernance de certains établissements financiers, les prêts non performants et l'insuffisance des mécanismes de contrôle affectent la confiance des investisseurs et la capacité des banques à financer les entreprises.

Ces vulnérabilités peuvent ralentir les investissements industriels, notamment pour les petites et moyennes entreprises qui disposent de possibilités limitées de financement extérieur.

Parallèlement, le Bangladesh mobilise une part relativement faible de sa richesse nationale sous forme de recettes fiscales. Cette situation contraint les dépenses publiques et réduit les marges de manœuvre budgétaires. L'augmentation des recettes fiscales, la modernisation de l'administration et la lutte contre les irrégularités financières constituent donc des priorités. Le défi consiste néanmoins à améliorer la mobilisation des ressources sans imposer des contraintes excessives aux ménages modestes ou aux entreprises productives.

Les transferts des travailleurs expatriés

Les transferts financiers des Bangladais travaillant à l'étranger jouent un rôle important dans l'économie nationale. De nombreux ressortissants bangladais exercent une activité professionnelle dans les pays du Golfe, en Asie du Sud-Est ou dans d'autres économies étrangères.

Les sommes transférées soutiennent la consommation des ménages, contribuent à la réduction de certaines formes de pauvreté et constituent une source de devises. Cette ressource demeure toutefois exposée aux évolutions des marchés du travail internationaux, aux politiques migratoires des pays d'accueil et aux tensions économiques régionales.

Les pouvoirs publics doivent donc chercher à renforcer les qualifications professionnelles, la protection des travailleurs migrants et la transparence des circuits de transfert.

La sécurité énergétique comme condition de la compétitivité

La croissance industrielle a fortement augmenté les besoins énergétiques du Bangladesh. Le pays dispose de ressources nationales en gaz naturel, mais celles-ci ne suffisent pas à garantir une couverture durable de l'ensemble de la demande. Les importations d'énergie, les infrastructures de production électrique et les investissements dans les réseaux deviennent donc essentiels.

L'exposition aux prix internationaux des combustibles peut augmenter les coûts industriels, dégrader les équilibres extérieurs et imposer des dépenses publiques supplémentaires. Les difficultés d'approvisionnement affectent particulièrement les entreprises manufacturières, dont la compétitivité dépend d'une disponibilité stable de l'électricité. La stratégie énergétique doit ainsi combiner diversification des approvisionnements, renforcement des réseaux, développement des capacités nationales et amélioration de l'efficacité énergétique.

La Banque mondiale identifie les réformes du secteur énergétique parmi les conditions nécessaires au rétablissement d'une croissance soutenue[14].

La sortie programmée de la catégorie des pays les moins avancés

[14] Banque mondiale, 2026, https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-reforms-to-restore-growth-cre

La trajectoire de développement du Bangladesh soulève également la question de son retrait de la catégorie des pays les moins avancés, ou PMA. Cette évolution constitue une reconnaissance des progrès économiques et sociaux du pays, mais elle peut également entraîner une réduction progressive de certains avantages accordés aux économies les plus vulnérables.

Initialement prévue pour novembre 2026, cette sortie a fait l'objet d'une prolongation de la période préparatoire jusqu'au 24 novembre 2029. Cette échéance est désormais indiquée par le portail officiel des Nations unies consacré aux PMA[15].

Cette prolongation offre au Bangladesh davantage de temps pour préparer l'adaptation de ses entreprises aux nouvelles conditions commerciales internationales. Pour l'industrie textile, l'enjeu est particulièrement important. Les préférences tarifaires européennes constituent un avantage compétitif, mais leur évolution future peut accroître les coûts d'accès au marché européen.

La capacité du Bangladesh à renforcer la productivité de ses entreprises, à améliorer le respect des normes et à diversifier ses exportations sera donc déterminante. L'objectif économique central est de passer d'un modèle fondé principalement sur les coûts de production et les préférences commerciales à une économie plus diversifiée, productive et capable de conserver sa compétitivité sans dépendre excessivement de dispositifs extérieurs.

[15] Nations unies, 2026, https://www.un.org/ldcportal/en/content/bangladesh-graduation-status

6. Positionnement régional et international

Une position de carrefour dans le golfe du Bengale

Le Bangladesh occupe une position stratégique à l'articulation de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Cette situation lui confère un potentiel important pour les échanges commerciaux, les infrastructures énergétiques et les corridors de transport régionaux. Le golfe du Bengale constitue un espace maritime essentiel pour les échanges entre l'océan Indien, les marchés asiatiques et les principales routes commerciales internationales.

La façade maritime du Bangladesh lui donne un intérêt stratégique qui dépasse son seul marché intérieur. Le développement des ports, des réseaux ferroviaires, des routes et des infrastructures logistiques peut renforcer sa place dans les chaînes de valeur régionales. Toutefois, ce potentiel dépend de la capacité du pays à améliorer ses équipements portuaires, à réduire les coûts de transport et à garantir la sécurité des flux commerciaux.

Les relations avec l'Inde

L'Inde représente le voisin le plus structurant du Bangladesh. Les deux pays partagent une longue frontière terrestre ainsi que de nombreux enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Leur coopération concerne notamment les transports, les échanges commerciaux, l'électricité, les cours d'eau transfrontaliers et la sécurité des frontières.

L'Inde a joué un rôle décisif dans l'indépendance du Bangladesh en 1971. Cette proximité historique a favorisé le développement de relations bilatérales importantes, mais elle n'a pas supprimé les désaccords politiques.

La gestion des ressources hydriques constitue l'un des principaux enjeux. Plusieurs grands fleuves traversent les deux territoires, ce qui implique des négociations sur le partage de l'eau, la prévention des crues et la gestion des usages agricoles.

La relation bilatérale est également influencée par les évolutions politiques internes. Les transformations institutionnelles bangladaises depuis 2024 ont ouvert une période de réajustement diplomatique. Pour Dacca, l'objectif consiste à préserver des relations économiques et sécuritaires fonctionnelles avec New Delhi tout en affirmant sa capacité à conduire une politique étrangère autonome.

La Chine : un partenaire industriel et infrastructurel

La Chine occupe une place majeure dans les échanges commerciaux et les infrastructures du Bangladesh. Les entreprises chinoises fournissent des équipements industriels, des matières premières et des produits manufacturés nécessaires à l'économie bangladaise. Pékin intervient également dans plusieurs projets d'infrastructures et de développement énergétique.

La coopération chinoise peut faciliter la modernisation logistique et industrielle du pays, mais elle crée aussi des questions relatives aux conditions de financement, aux dépendances technologiques et à la soutenabilité des investissements. Le Bangladesh doit donc arbitrer entre les avantages immédiats de ces partenariats et les conséquences potentielles d'une concentration excessive de ses fournisseurs ou investisseurs.

Cette relation s'inscrit dans le contexte plus large de la compétition d'influence entre la Chine et l'Inde dans l'océan Indien. Dacca cherche à bénéficier de ses partenariats économiques avec Pékin sans transformer cette coopération en alignement stratégique exclusif.

L'Union européenne et les États-Unis

L'Union européenne et les États-Unis constituent deux débouchés essentiels pour les exportations industrielles bangladaises. Les relations commerciales avec ces partenaires se fondent sur l'intégration du Bangladesh dans les chaînes internationales de production textile et sur les préférences d'accès à certains marchés.

Toutefois, les discussions dépassent désormais les seules questions tarifaires. Elles portent également sur les droits des travailleurs, les normes environnementales, la traçabilité des chaînes d'approvisionnement et la gouvernance économique. Dans le contexte de la future sortie de la catégorie des PMA, le Bangladesh doit anticiper l'évolution de ses conditions d'accès au marché européen.

La politique commerciale européenne s'inscrit dans le cadre du système de préférences généralisées, dont les mécanismes visent à soutenir l'intégration commerciale des économies en développement sous certaines conditions[16].

Pour le Bangladesh, le maintien de relations commerciales stables avec l'Europe et les États-Unis constitue une condition importante de l'emploi industriel, des recettes d'exportation et de la confiance des investisseurs.

Les organisations régionales et le multilatéralisme

Le Bangladesh participe à plusieurs organisations régionales et internationales, notamment l'Organisation des Nations unies, l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC) et l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA).

Ces cadres permettent à Dacca de participer aux discussions sur la connectivité, le commerce, l'énergie, les catastrophes naturelles et la sécurité régionale. Le BIMSTEC présente un intérêt particulier car il associe plusieurs États d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est autour d'une coopération fonctionnelle, susceptible de dépasser certaines limites de la coopération sud-asiatique.

La diplomatie bangladaise privilégie ainsi une approche pragmatique : multiplier les enceintes de coopération afin d'éviter une dépendance excessive à une seule puissance régionale. Cette politique est cohérente avec la tradition diplomatique du pays, historiquement attachée à la préservation de son indépendance et au multilatéralisme[17].

[16] Commission européenne, 2026, https://policy.trade.ec.europa.eu/development-and-sustainability/generalised-scheme-preferences/questions-answers-new-eu-generalised-scheme-preferences_en

[17] Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2026, https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/information-par-pays/bangladesh/presentation-du-bangladesh

7.Sécurité, défense et conflictualités

Une sécurité nationale structurée autour de plusieurs vulnérabilités

La politique de défense du Bangladesh s'inscrit dans un environnement relativement complexe. Le pays ne connaît pas de conflit armé interétatique majeur sur son territoire, mais il fait face à des risques liés à la stabilité politique intérieure, à la situation au Myanmar, à la surveillance maritime et à la protection des infrastructures stratégiques.

Les forces armées bangladaises comprennent une armée de terre, une marine et une armée de l'air. Elles assurent la défense du territoire, la protection de la souveraineté nationale et différentes missions de soutien aux autorités civiles. La situation géographique du pays rend essentielle la coopération entre les forces terrestres, navales et aériennes, notamment pour la protection des frontières et des approches maritimes.

Le Myanmar et la crise des Rohingyas

La frontière avec le Myanmar constitue l'une des principales sources de préoccupation sécuritaire et humanitaire. Depuis plusieurs décennies, les persécutions subies par les populations rohingyas au Myanmar ont provoqué des déplacements importants vers le Bangladesh, particulièrement lors des violences de 2017.

Le Bangladesh accueille aujourd'hui plus d'un million de réfugiés rohingyas, principalement dans la région de Cox's Bazar. Un rapport des Nations unies publié en septembre 2026 fait état de plus de 1,2 million de Rohingyas à Cox's Bazar, auxquels s'ajoutent des personnes accueillies sur l'île de Bhasan Char[18].

Cette situation représente une charge considérable pour les infrastructures locales, les services publics, les écosystèmes et les organisations humanitaires. Les enjeux ne sont pas seulement financiers. Ils concernent également la sécurité des camps, la prévention des trafics, l'accès à l'éducation, la protection des femmes et des enfants et la coexistence entre les réfugiés et les communautés locales.

Le gouvernement bangladais défend la perspective d'un retour des réfugiés vers le Myanmar. Toutefois, un tel processus ne peut être considéré comme durable que s'il repose sur des conditions vérifiables de sécurité, de dignité et de volontariat. La poursuite des affrontements au Myanmar limite actuellement ces perspectives.

La protection du golfe du Bengale

L'espace maritime du Bangladesh constitue un enjeu croissant. Le développement des échanges commerciaux, les projets portuaires et les infrastructures énergétiques offshore nécessitent une sécurisation adaptée des approches maritimes.

Les principaux risques concernent la criminalité maritime, la contrebande, les trafics, les accidents industriels et les conséquences des catastrophes naturelles sur les infrastructures portuaires.

La marine bangladaise participe à la surveillance des espaces maritimes et à la protection des intérêts économiques nationaux. L'amélioration des capacités de connaissance de la situation

[18] Nations unies, 2026, https://iimm.un.org/sites/default/files/2026/09/SG%20report%202026%20Situation%20of%20human%20rights%20of%20Rohingya%20Muslims%20and%20other%20minorities%20in%20Myanmar%20English.pdf

maritime, de surveillance et de coordination interministérielle pourrait renforcer la résilience du pays face à ces risques.

Les opérations de maintien de la paix des Nations unies

La participation aux opérations de maintien de la paix constitue une composante importante de la diplomatie de défense bangladaise. Depuis 1988, le Bangladesh contribue aux missions internationales des Nations unies par l'envoi de militaires, de policiers et d'observateurs.

En 2026, il figure toujours parmi les principaux contributeurs aux opérations de maintien de la paix. Cet engagement procure aux forces armées une expérience opérationnelle internationale et permet au pays de renforcer sa visibilité diplomatique[19][20].

Cette participation peut également favoriser la professionnalisation des forces armées et les relations de coopération avec d'autres pays contributeurs. Elle constitue ainsi un instrument de rayonnement international particulièrement important pour un État qui ne dispose pas des capacités économiques et militaires des grandes puissances régionales.

Les risques de sécurité intérieure

La sécurité intérieure demeure liée aux tensions politiques, à la criminalité et à la prévention de l'extrémisme violent.

Les périodes de transition institutionnelle peuvent accroître les risques de violences collectives, d'affrontements partisans ou de fragilisation de certains dispositifs de sécurité.
Les autorités doivent également répondre aux besoins de protection des minorités et aux tensions communautaires.

La capacité du gouvernement à maintenir l'ordre public dans le respect des libertés fondamentales sera déterminante pour la confiance des citoyens et des investisseurs. Dans ce contexte, la qualité de la coopération entre les services de sécurité et les autorités judiciaires représente un enjeu de gouvernance autant que de sécurité nationale.

[19] Nations unies, 2026, https://peacekeeping.un.org/en/bangladesh
[20] Armed Forces Division of Bangladesh, 2026, https://www.afd.gov.bd/un-peacekeeping/position-of-bangladesh-in-un-peace-operation

8. Enjeux environnementaux et climatiques

Un territoire fortement exposé aux risques naturels

Le Bangladesh figure parmi les pays particulièrement vulnérables aux conséquences du changement climatique. Sa situation géographique, à l'extrémité du delta du Gange, du Brahmapoutre et de la Meghna, explique une grande partie de cette exposition.

Le territoire est traversé par de nombreux cours d'eau et comprend de vastes plaines alluviales. Cette configuration favorise l'agriculture et les échanges fluviaux, mais augmente également les risques d'inondation, d'érosion et de déplacement des populations.

La concentration démographique accentue les conséquences humaines et économiques des catastrophes. Une inondation majeure peut affecter simultanément les habitations, les routes, les infrastructures énergétiques, les exploitations agricoles et les activités industrielles.

Les risques ne sont pas uniformément répartis : les régions côtières sont particulièrement exposées aux cyclones et aux submersions marines, tandis que les territoires situés le long des grands fleuves subissent davantage les conséquences des crues et de l'érosion des berges.

Selon la Banque mondiale, les catastrophes climatiques représentent un obstacle important à la réduction de la pauvreté et peuvent entraîner des destructions d'emplois, des pertes d'activité et une augmentation des besoins de financement public[21].

La montée des eaux et la salinisation des terres

L'élévation du niveau marin représente un risque majeur pour les espaces littoraux du Bangladesh. La salinisation progressive de certaines terres agricoles et des ressources en eau douce peut dégrader les rendements, affecter les conditions de vie et réduire les possibilités de production alimentaire.

Ces phénomènes sont particulièrement préoccupants dans les zones où les populations dépendent directement de l'agriculture, de la pêche et des ressources hydriques locales. La diminution de la disponibilité de l'eau douce peut également accroître les difficultés sanitaires et les tensions sur les infrastructures d'approvisionnement.

À long terme, ces changements peuvent contribuer à des mobilités internes, notamment vers les grandes agglomérations, avec des conséquences importantes pour le logement, l'emploi et les services publics.

Les cyclones et la protection des populations

Le Bangladesh a développé des mécanismes de préparation aux catastrophes qui constituent l'un des progrès importants de sa politique de résilience. Les systèmes d'alerte précoce, les abris cycloniques, les dispositifs de mobilisation communautaire et les opérations d'évacuation ont contribué à améliorer la capacité de réponse face aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Ces progrès ne suppriment toutefois pas les pertes économiques. Les destructions d'infrastructures, les interruptions d'activité et les besoins de reconstruction demeurent considérables.

---

[21] Banque mondiale, 2026, https://www.worldbank.org/en/country/bangladesh/overview

La résilience dépend également de la qualité des bâtiments, de la continuité des réseaux d'électricité, de la protection des infrastructures sanitaires et de la disponibilité des moyens de transport. La Banque mondiale considère que les investissements dans la résilience climatique doivent être articulés aux politiques de développement économique et social afin de préserver les progrès réalisés contre la pauvreté[22].

Les Sundarbans : un patrimoine écologique stratégique

Les Sundarbans constituent un vaste ensemble de mangroves partagé entre le Bangladesh et l'Inde. Cet écosystème joue un rôle important dans la biodiversité régionale, la protection des littoraux et les moyens de subsistance de plusieurs communautés.

Les mangroves contribuent notamment à atténuer certains effets des tempêtes et à limiter l'érosion côtière. Leur préservation relève donc simultanément d'une politique environnementale, d'une stratégie de sécurité territoriale et d'un enjeu économique. L'urbanisation, la pollution, les activités industrielles et les transformations du régime hydrologique menacent toutefois l'équilibre de ces espaces. La protection des Sundarbans nécessite une coopération transfrontalière durable, notamment en matière de gestion de l'eau, de biodiversité et de prévention des pollutions.

L'adaptation climatique comme priorité nationale

Le Bangladesh ne peut limiter sa stratégie climatique à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Compte tenu de sa vulnérabilité, l'adaptation constitue une nécessité immédiate pour la protection des populations, la sécurité alimentaire et la continuité économique.

Les priorités concernent notamment l'aménagement des zones côtières, la modernisation des infrastructures de drainage, la résistance des bâtiments, la gestion des ressources hydriques, la diversification agricole et la planification des déplacements de population. Ces politiques nécessitent des financements durables et une coordination entre administrations nationales, collectivités territoriales, partenaires internationaux et communautés locales.

La mobilisation de financements climatiques internationaux représente ainsi un enjeu de politique étrangère autant qu'un besoin de développement. Pour le Bangladesh, la résilience climatique n'est pas une politique sectorielle : elle constitue une condition fondamentale de stabilité territoriale, de sécurité humaine et de soutenabilité économique.

[22] Banque mondiale, 2026, https://www.worldbank.org/en/country/bangladesh

9.Relations avec la France et intérêts français

Une relation bilatérale historiquement fondée sur la coopération

La France et le Bangladesh entretiennent des relations diplomatiques depuis l'indépendance du pays. La relation bilatérale s'inscrit dans une tradition de coopération politique, économique, culturelle et de développement. La France a notamment contribué à plusieurs initiatives de gestion des ressources hydriques, de prévention des inondations et d'appui au développement.

La visite du président François Mitterrand en 1990 constitue l'un des principaux jalons historiques de cette relation. Elle s'est accompagnée d'un programme d'aménagement fluvial destiné à la prévention des crues. En 1991, la France a également procédé à une annulation de créance au bénéfice du Bangladesh, dont la valeur équivalente actuelle est évaluée à environ 140 millions d'euros par le ministère français des Affaires étrangères[23].

Les deux pays partagent également plusieurs positions dans les enceintes multilatérales, notamment sur le climat, les enjeux de développement et la coopération internationale.

Les intérêts économiques français

Le Bangladesh représente un marché important en raison de son poids démographique, de ses besoins d'infrastructures et du développement de son secteur industriel. Les intérêts français concernent plusieurs domaines.

Dans l'industrie, les besoins de modernisation des équipements, d'automatisation, d'amélioration de la productivité et de transition énergétique offrent des possibilités de coopération.

Dans les transports, les investissements liés aux réseaux urbains, aux infrastructures ferroviaires et aux plateformes logistiques peuvent favoriser l'intervention d'entreprises spécialisées dans l'ingénierie et les équipements.

Dans l'énergie, la diversification des approvisionnements et l'amélioration de l'efficacité énergétique représentent des domaines importants pour les partenaires techniques et financiers.

Le secteur aéronautique constitue également un domaine de coopération économique. Les besoins de transport aérien et de renouvellement des capacités peuvent offrir des perspectives commerciales, sous réserve des décisions d'investissement et des conditions de financement.

Cependant, l'importance du marché ne garantit pas la facilité d'accès. Les entreprises étrangères doivent prendre en considération les risques de change, les difficultés du secteur bancaire, les contraintes administratives, les problèmes d'infrastructures et les exigences de conformité.

Les intérêts stratégiques et maritimes

La situation du Bangladesh dans le golfe du Bengale lui donne une importance particulière dans l'espace indo-pacifique. La France, en tant que puissance disposant de territoires et d'intérêts maritimes dans l'océan Indien, peut trouver dans le Bangladesh un partenaire de

[23] Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2026, https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/information-par-pays/bangladesh/relations-bilaterales

dialogue sur les enjeux de sécurité maritime, de connectivité et de protection de l'environnement.

Cette coopération peut concerner la connaissance de la situation maritime, la lutte contre certaines activités illicites, la préparation aux catastrophes et les opérations humanitaires. Toutefois, le développement de partenariats sécuritaires doit être apprécié en tenant compte des équilibres régionaux et de la volonté de Dacca de préserver son autonomie diplomatique.

Une coopération fondée sur des intérêts communs, plutôt que sur une logique d'alignement, serait plus cohérente avec la posture internationale du pays.

Le climat et les infrastructures résilientes

Le changement climatique représente probablement l'un des domaines les plus structurants pour approfondir la coopération franco-bangladaise. Les besoins concernent la protection des littoraux, l'aménagement urbain, la gestion de l'eau, l'assainissement et la reconstruction d'infrastructures après les catastrophes naturelles. Les acteurs français du financement du développement, de l'ingénierie et des infrastructures peuvent contribuer à ces projets dans le respect des priorités nationales bangladaises.

Cette coopération offre également la possibilité de rapprocher les enjeux environnementaux des objectifs de développement social et économique. La relation franco-bangladaise repose ainsi sur des intérêts complémentaires : pour la France, renforcer ses partenariats en Asie du Sud ; pour le Bangladesh, diversifier ses partenaires économiques et mobiliser des compétences et des financements pour son développement.

Les enjeux de gouvernance et de responsabilité économique

La coopération économique ne peut être totalement séparée des questions institutionnelles et sociales. L'importance du secteur textile impose notamment une attention particulière aux conditions de travail et à la sécurité des installations industrielles.

Les entreprises françaises concernées par les chaînes d'approvisionnement bangladaises doivent intégrer les exigences de vigilance, de traçabilité et de gestion des risques sociaux et environnementaux. Le dialogue bilatéral peut également porter sur la formation professionnelle, le développement des compétences et l'amélioration des conditions de production.

Pour la France, le Bangladesh constitue un partenaire à la fois industriel, maritime et climatique. L'approfondissement de la relation dépendra de la capacité des deux pays à construire des coopérations durables et compatibles avec les objectifs de développement du Bangladesh.

10. Points de vigilance

La consolidation de la transition démocratique

Le premier point de vigilance concerne la trajectoire politique ouverte par les élections de février 2026. Le retour à un gouvernement élu constitue un changement majeur après la crise institutionnelle de 2024. Toutefois, la présence d'une majorité parlementaire importante doit s'accompagner de mécanismes de contrôle, d'une justice indépendante et de garanties pour les oppositions.

Les expériences politiques précédentes montrent qu'une forte domination électorale peut favoriser la concentration du pouvoir si les contre-pouvoirs ne disposent pas de protections suffisantes. L'enjeu sera donc d'évaluer non seulement les réformes annoncées, mais également leur application et leur capacité à consolider la confiance dans les institutions.

La stabilité financière et bancaire

Le deuxième point concerne les vulnérabilités macroéconomiques. La faiblesse des recettes fiscales, les fragilités du secteur bancaire et les tensions inflationnistes limitent la capacité de l'État à financer ses priorités. Les difficultés d'accès au crédit peuvent également ralentir l'investissement productif, particulièrement dans les secteurs qui ne disposent pas des réseaux commerciaux et financiers de l'industrie textile.

Le FMI et la Banque mondiale soulignent la nécessité de réformes financières, fiscales et énergétiques pour rétablir une croissance soutenable[24][25].

La concentration industrielle

Le troisième point concerne la dépendance au secteur textile. Cette spécialisation constitue un avantage économique historique, mais elle expose le pays aux variations de la demande internationale, à l'évolution des tarifs douaniers et aux exigences croissantes des marchés importateurs.

Les changements affectant les préférences commerciales accordées aux pays les moins avancés rendent particulièrement importante la modernisation industrielle. Le Bangladesh devra renforcer ses capacités de production dans des secteurs complémentaires et améliorer sa compétitivité hors des seuls avantages de coûts.

La situation humanitaire des Rohingyas

Le quatrième point concerne les conséquences de la crise au Myanmar. L'accueil de plus d'un million de réfugiés rohingyas représente une responsabilité humanitaire considérable. La situation demeure particulièrement sensible en raison de la fragilité des conditions de vie dans les camps et des difficultés de financement de l'assistance internationale.

Les tensions sécuritaires au Myanmar et l'absence de garanties suffisantes pour un retour durable limitent les perspectives de résolution. Le Bangladesh doit donc poursuivre la recherche de soutiens internationaux tout en préservant la sécurité et les conditions de vie des communautés locales d'accueil.

---

[24] Fonds monétaire international, 2026, https://www.imf.org/en/news/articles/2026/07/16/pr26248-bangladesh-imf-staff-concludes-visit-to-bangladesh

[25] Banque mondiale, 2026, https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/06/bangladesh-needs-urgent-financial-energy-and-revenue-reforms-to-restore-growth-cre

Les risques climatiques

Le cinquième point concerne la vulnérabilité environnementale. Les inondations, les cyclones, la salinisation et l'érosion peuvent produire des chocs simultanés sur l'agriculture, les infrastructures, les transports et les finances publiques. Ces phénomènes peuvent également accentuer les disparités territoriales et contribuer aux migrations internes. La résilience climatique devra donc être intégrée aux politiques industrielles, sociales, agricoles et d'aménagement.

Les équilibres géopolitiques régionaux

Enfin, le Bangladesh doit préserver des relations stables avec ses principaux partenaires sans dépendre excessivement d'un seul acteur. Les relations avec l'Inde sont indispensables à la stabilité frontalière et aux échanges régionaux. La Chine constitue un partenaire industriel et infrastructurel majeur, tandis que l'Union européenne et les États-Unis demeurent essentiels aux exportations.

Cette interdépendance multiple offre des possibilités de diversification diplomatique, mais implique également des arbitrages complexes. La capacité de Dacca à maintenir une politique étrangère pragmatique sera déterminante pour sa sécurité économique et son autonomie stratégique.

11. Perspectives d'évolution

Une opportunité de stabilisation politique

La nouvelle majorité issue des élections de 2026 dispose d'une capacité d'initiative importante. Si elle parvient à renforcer les institutions, à restaurer la confiance dans l'administration et à garantir le pluralisme, cette séquence politique pourrait constituer une étape de consolidation démocratique.

À l'inverse, une nouvelle concentration du pouvoir, une multiplication des violences partisanes ou l'absence de progrès institutionnels pourraient prolonger les difficultés politiques accumulées depuis plusieurs décennies.

La stabilité politique devra donc être évaluée à travers des indicateurs concrets : qualité des procédures électorales, fonctionnement judiciaire, liberté de la presse et capacité de l'opposition à participer à la vie publique.

Vers un nouveau modèle économique

Le Bangladesh dispose d'atouts importants pour développer une économie plus diversifiée. Sa population active, ses capacités manufacturières et son intégration commerciale offrent des perspectives dans les activités industrielles, les services, les technologies et les infrastructures.

Toutefois, cette transformation nécessitera des investissements soutenus dans la formation, l'innovation, l'énergie et la logistique. La modernisation du secteur bancaire et l'amélioration du climat des affaires constitueront des conditions essentielles pour attirer les investissements. À moyen terme, la trajectoire économique dépendra donc moins de la seule progression des exportations textiles que de la capacité du pays à développer de nouveaux secteurs productifs.

Le potentiel de connectivité du golfe du Bengale

La position géographique du Bangladesh pourrait renforcer son rôle de plateforme logistique régionale. Le développement de ses infrastructures portuaires, de ses réseaux de transport et de ses connexions énergétiques peut faciliter les échanges entre l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et les marchés internationaux.

La coopération avec les pays voisins représente néanmoins une condition de réalisation de ce potentiel. Une amélioration durable de la connectivité suppose également de réduire les obstacles administratifs, de moderniser les procédures douanières et d'améliorer la fiabilité des infrastructures.

Une diplomatie climatique susceptible de renforcer son influence

La vulnérabilité du Bangladesh au changement climatique constitue une contrainte majeure, mais elle peut également favoriser sa participation aux discussions internationales sur l'adaptation et la justice climatique. Le pays dispose d'une expérience significative en matière de préparation aux catastrophes et de mobilisation communautaire. Cette expérience peut être valorisée dans les enceintes multilatérales et dans les partenariats de développement. L'accès aux financements internationaux et la capacité à traduire les engagements climatiques en investissements concrets seront toutefois décisifs.

Une influence internationale fondée sur le multilatéralisme

Le Bangladesh peut également renforcer son influence en poursuivant sa participation aux organisations régionales et aux opérations de maintien de la paix. La combinaison de son poids démographique, de sa participation aux échanges internationaux et de son engagement dans les opérations des Nations unies lui confère une visibilité diplomatique importante. Cette influence restera néanmoins conditionnée par sa stabilité institutionnelle, ses performances économiques et sa capacité à préserver une politique étrangère indépendante.

12. Lecture stratégique finale

Le Bangladesh constitue l'un des exemples les plus significatifs de transformation économique et sociale en Asie du Sud au cours des dernières décennies. Son évolution témoigne de la possibilité pour un État initialement caractérisé par de fortes vulnérabilités économiques, alimentaires et environnementales de développer une industrie exportatrice compétitive, d'améliorer plusieurs indicateurs sociaux et de renforcer son intégration internationale.

Toutefois, ces acquis ne suppriment pas les fragilités structurelles. Le modèle économique demeure fortement concentré sur l'industrie textile, tandis que les tensions financières et énergétiques réduisent les perspectives d'investissement et de diversification. Sur le plan politique, la chute du gouvernement de Sheikh Hasina en 2024 et les élections de février 2026 ont ouvert une nouvelle phase institutionnelle. Le retour à un gouvernement élu représente une étape majeure, mais la consolidation démocratique dépendra de la capacité des nouvelles autorités à assurer le pluralisme, à renforcer les contre-pouvoirs et à améliorer la responsabilité publique.

La situation géographique du Bangladesh constitue simultanément une opportunité et une contrainte. Situé à proximité de l'Inde, de la Chine et des principales routes du golfe du Bengale, le pays peut jouer un rôle croissant dans les échanges régionaux. Toutefois, cette position suppose une gestion prudente des relations diplomatiques et des dépendances économiques.

Enfin, la vulnérabilité climatique et la crise des réfugiés rohingyas rappellent que la sécurité du Bangladesh ne peut être réduite à la seule défense territoriale. Elle implique également la protection des populations, la stabilité des ressources, la résilience des infrastructures et la capacité des institutions à répondre aux crises prolongées.

Trois impératifs apparaissent donc déterminants pour l'avenir du pays. Consolider, d'abord, les institutions démocratiques et la confiance dans l'administration afin de stabiliser durablement le système politique.

Diversifier, ensuite, l'appareil productif pour réduire la dépendance aux exportations textiles et renforcer la résilience économique.

Sécuriser, enfin, les conditions du développement national à travers la coopération régionale, l'adaptation climatique, la sécurité énergétique et la gestion des crises humanitaires.

Le défi stratégique majeur du Bangladesh consiste à transformer sa puissance démographique et industrielle en un développement économiquement diversifié, politiquement stable et capable de résister aux chocs géopolitiques et environnementaux. Pour la France et l'Union européenne, le Bangladesh représente ainsi un partenaire dont l'importance dépasse les seules chaînes d'approvisionnement textiles. Sa stabilité, son développement et sa capacité à préserver son autonomie stratégique constituent des enjeux pour les équilibres de l'Asie du Sud, la connectivité indo-pacifique et les coopérations internationales face au changement climatique.